

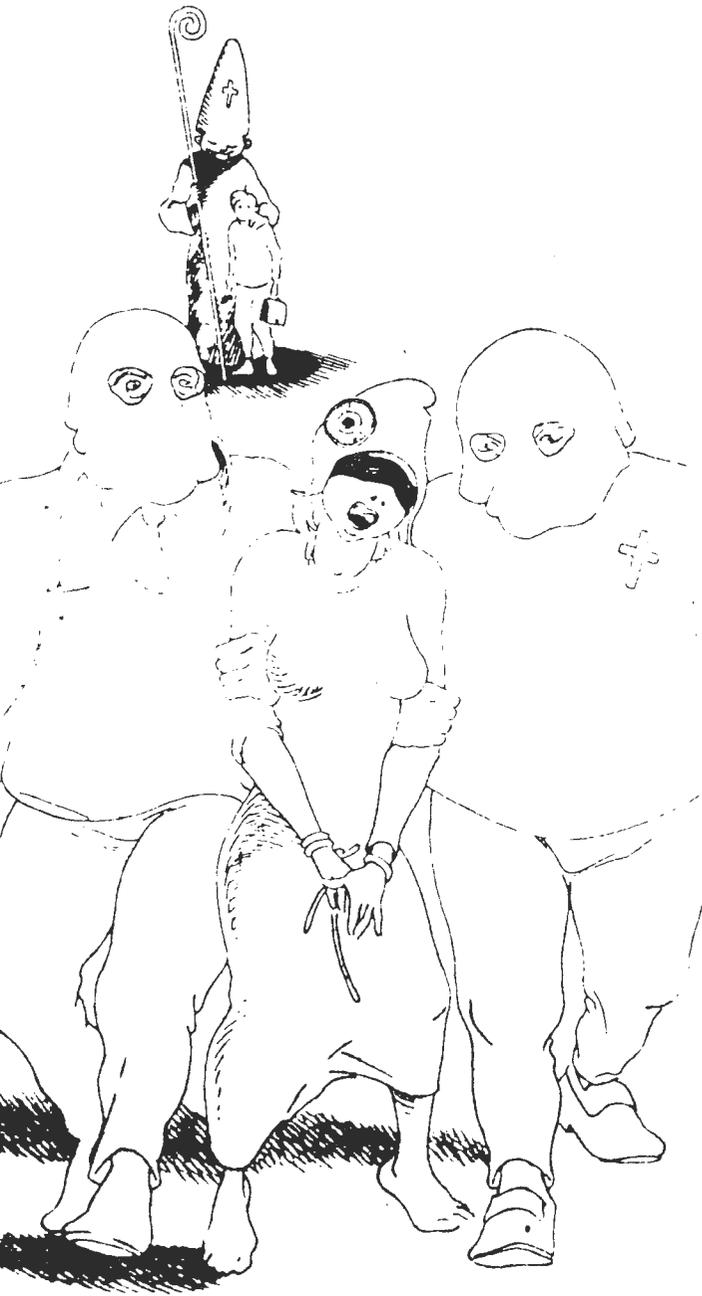
# LA<sup>91</sup> RAISON

"LA RAISON 91" Organe de la  
Fédération de l'Essonne des  
Libres Penseurs"  
Siège social: Robert DUGUET  
8 Allée Baden Powel YERRES  
91 330.  
Tél: 948 47 76.



"Le danger pour la République,  
c'est de voir le Parti Clérical  
devenir républicain."  
Paul BERT.

JUILLET-AOUT 1985.



LES ACTES DU CONGRES  
FEDERAL DE MASSY.

EDITORIAL:

*Avant les départs en vacances  
il est nécessaire de publier les actes du  
congrès fédéral tenu à Massy le Jeudi 20  
Juin 1985. Compte-tenu de l'importance des  
décisions prises, il est nécessaire de les  
faire connaître dès maintenant; surtout la  
sortie du bulletin fédéral avant le congrès  
national de Coulommiers me laisse la liberté  
en tant que délégué de l'Essonne, de faire  
connaître nos prises de position à toutes  
les fédérations.*

*A toutes et à tous, bonnes vacances!*

*Robert DUGUET.*

La Libre Pensée compte des militants du mouvement ouvrier et démocratique d'origines diverses; il est normal que ces derniers donnent au terme de République des significations différentes; néanmoins elle rappelle que la Révolution Française a fondé la démocratie politique, ou démocratie de délégation. Elle a mis entre l'homme et l'homme que les libres rapports de la citoyenneté et, ce faisant, elle a commencé à émanciper l'individu des tutelles de la vie locale. Le Parti Clérical et les forces politiques qui ont combattu la République ont toujours pris appui sur les revendications régionalistes contre l'universalisme républicain.

Depuis la fin du XIXème siècle, et particulièrement depuis la première guerre mondiale, le Christianisme Social a redéployé une offensive patiente d'infiltration des organisations fondées sur la défense des principes de laïcité et de démocratie. A la République permettant aux classes de se donner des représentants élus, le Christianisme Social a toujours opposé la doctrine réactionnaire du "bien commun". Le principe de subsidiarité opposait au libéralisme des fondateurs de la République, l'idée d'un Etat restituant l'individu aux communautés intermédiaires de la vie sociale: famille, vie locale, religion, métier. Pour la Cristianisme Social l'individu a été dépossédé de ses valeurs naturelles, coupé de sa réalité profonde qui est d'être une parcelle du corps mystique du Christ, séparé des institutions ancestrales de la vie pastorale qui assuraient sa protection, par le développement de la démocratie politique de délégation.

Aujourd'hui des représentants ou des courants entiers d'organisations, pourtant issues de la démocratie ou du mouvement ouvrier, prétendent que l'heure est venue de substituer à la démocratie de délégation une prétendue "démocratie" associative ou d'implication. Il s'agit bien de la même logique séculaire qui fonde la doctrine sociale de l'Eglise: opposer à un Etat démocratique qui reconnaît l'existence des classes sociales différentes sinon antagoniques, un Etat "total" reposant sur l'idée réactionnaire de "bien commun". Notre Fédération tient à souligner que dans tous les partis politiques aujourd'hui partisans de la décentralisation, les

éléments chrétiens militant au sein de ces organisations, s'y montrent les partisans les plus résolus et les plus empressés de la loi de décentralisation. Son application au domaine scolaire porte en germe l'éclatement du service public laïque, puisque l'école sera adaptée aux besoins locaux.

Se placant dans l'héritage des Lumières, la Libre Pensée estime que la première des libertés est la liberté de conscience. L'Etat doit garantir la neutralité des institutions vis à vis des opinions des citoyens. La Libre Pensée ne tolère aucune police des consciences que celle-ci vienne des Eglises, des Partis ou des Associations patronales convoitant aujourd'hui l'école comme un vaste marché où il sera possible d'acheter la force de travail à vil prix. La Libre Pensée condamne formellement l'institution de mesures visant à placer des jeunes sans qualification sur le marché du travail. La Libre Pensée dénonce les jumelages Ecoles-Entreprises qui commencent à fleurir dans le département (Dourdan, Longjumeau, Massy...) dont les conventions signées donnent le contenu exact de la décentralisation: adapter l'école aux besoins locaux du patronat c'est la privatiser. C'est revenir sur le droit républicain à l'instruction. La Libre Pensée dénonce le protocole d'accord Hernu-Savary qui donne un cadre légal d'intervention de la hiérarchie militaire dans les écoles. Elle rejette tout mot d'ordre à caractère concordataire, du type "Vive l'Ecole", visant à présenter de manière indifférenciée le service public laïque et tout autre école privée. Elle dénonce les suppressions massives de postes dans le primaire et le second degré qui accentuent la déréglementation du service public.

La Fédération estime que, face à ces mesures indignes d'un gouvernement issu de la majorité politique de Mai-Juin 1981, il est urgent de recomposer le tissu laïque. Elle demande à la Fédération Nationale de populariser plus largement qu'elle ne l'a fait "L'Appel aux Citoyens". Elle estime que dans les départements les fédérations peuvent être des pôles de regroupement et d'initiative du mouvement laïque. Pour ce qui concerne la Fédération de l'Essonne, sur l'orientation tracée par "L'Appel aux Citoyens", se propose d'organiser à l'Automne un banquet républicain et d'y associer tous les citoyens soucieux de reconstruire le mouvement laïque.

UNANIMITE : 32 Présents.

SUR LA SITUATION  
POLONAISE.

Considérant les éléments de la situation polonaise, il semble que les Libres Penseurs peuvent y adopter une position claire et nuancée:

1) L'Eglise polonaise doit être condamnée comme force de pacification sociale freinant les luttes ouvrières dans leur remise en cause du pouvoir d'une classe dominante: la Nomenklatura ou la Bureaucratie d'un Etat appelé abusivement socialiste.

2) Les Libres Penseurs doivent condamner également l'immixtion d'éléments cléricaux dans "Solidarnosc", syndicat qui se veut libre et indépendant.

3) L'indépendance de "Solidarnosc" vis à vis de l'Eglise, du Parti et de l'Etat ne saurait être garanti que par des forces laïques.

4) Les Libres Penseurs défendent l'ensemble des militants emprisonnés pour leurs opinions.

UNANIMITE : 32 Présents.

TELEGRAMME ENVOYE

A L'AMBASSADE DE

POLOGNE.

CONGRES FEDERAL ESSONNE LIBRE PENSÉE  
EXIGE UNANIMITE LIBERATION IMMEDIATE  
A. MICHNIK, W. FRASYNIUK ET B. LIS.

CONTRE LES CAMPS DE  
RETENTION.

En 1977, suite à une authentique mobilisation de tous les démocrates, le "camp d'hébergement" de Mr Lecanuet à Arenc pour reconduire à la frontière les "étrangers en situation irrégulière" était fermé.

Aujourd'hui, suite au décret de décembre 1984 et à la circulaire du 4 janvier 1985, ce sinistre camp va être rouvert sous l'appellation de "camps de rétention". 12 autres camps sont en construction: à Nice, à Ste Foix les Lyon, à Strassbourg, à Blagnac, à Dugny (dont l'ouverture a été annulée grâce à la mobilisation de tous les démocrates), à Sète, Perpignan, Bordeaux, Nantes, Bayonne, Villejuif, Clermont-Ferrand...

Ces mesures en instituant par la loi en plus une série impressionnante de conditions pour le séjour régulier des étrangers (Conditions de travail, de logement, de santé, de ressources dites insuffisantes...) en interdisant dans les faits le droit de regroupement familial, le droit de vivre en famille pour les travailleurs immigrés, à l'inverse de tous les discours sur l'insertion.

Les Libres Penseurs de l'Essonne attachés particulièrement à la défense des droits de l'homme et du citoyen, fondement de notre société républicaine, s'élèvent contre ces mesures à caractère discriminatoire, demandent leur abrogation, la fermeture de ces camps.

15 POUR 6 ABSTENTIONS.

SUR LE JOURNAL

"LA RAISON".

Les Libres Penseurs de l'Essonne déplorent que depuis un certain temps des auteurs d'articles se livrent à des invectives qui sont indignes de Libres Penseurs. Notre idéal laïque est un idéal de tolérance et la Libre Pensée a toujours rassemblé autour de cet idéal des personnes de sensibilités politiques diverses. C'est là tout son honneur, ne le laissons pas ternir par un esprit dogmatique qui s'immisce parfois dans "La Raison". Le libre examen exige une sérénité dans les débats. Il semblerait d'autre part que tout le travail de réflexion et d'action qui sont l'oeuvre des fédérations ne soit pas assez ventilé, en tant qu'information par le journal. Les Libres Penseurs de l'Essonne invitent La Libre Pensée Nationale à se pencher sur la forme et le fond que doit prendre l'organe national afin que son impact soit amplifié et touche une population jeune.

UNANIMITE.

Il serait temps que les Libres Penseurs se penchent sur un problème qui fut jadis une question largement débattue au sein du mouvement ouvrier. Dans un avenir proche ou lointain, on ne saurait reconquérir une opinion publique bercée par le soporifique du christianisme social si une réflexion et une action ne sont pas envisagées dans le courant laïque.

Dès 1908 les syndicats de la CGT organisèrent des groupes de pupilles pour soustraire l'enfance ouvrière à l'influence pernicieuse des patronages cléricaux. De telles tentatives d'éducation post-scolaire virent le jour pendant l'entre-deux-guerres, ce furent les colonies d'enfants des "faucons rouges" organisées par des militants SFIO, les groupes des pupilles de la Fédération des Coopératives Ouvrières, de telles initiatives virent également le jour dans le mouvement anarchiste. Enfin les années 1930 virent apparaître le mouvement laïque des auberges de jeunesse. Rappelons que celles-ci furent organisées pour contrecarrer l'influence cléricale du boy-scoutisme et qu'une auberge de jeunesse ne devait pas être seulement un lieu d'hébergement. N'ayant pas vécu cette époque, l'auteur de ces lignes souhaite que de vieux militants rassemblent leurs souvenirs sur ce qu'était le mouvement AJISTE car il semble que le mouvement laïque en voie de reconstruction doit réfléchir sur les formes que doivent prendre des mouvements d'éducation populaire d'esprit laïque et doit tirer les leçons des expériences passées.

Nous appelons donc les Libres Penseurs à Rassembler une documentation qui serve de matériel à une future réflexion et une concrétisation dont la Libre Pensée pourrait prendre l'initiative.

Germinal PICA.

Certains propos tenus dans le journal "La Raison" à propos des événements de Pologne, mériteraient sans doute que les Libres Penseurs se penchent sur cette question. On ne saurait effectivement s'arrêter à une vision manichéenne qui opposerait une Eglise obscurantiste à un Etat laïque, Jarulevsky apparaissant alors comme le champion de la laïcité en Pologne. Un examen plus approfondi de la question doit amener les libres penseurs à se prononcer avec beaucoup plus de nuances tant la situation polonaise est complexe. Le développement qui suit établit brièvement certaines mises au point destinées à susciter des interrogations et des réflexions. Comment se sont comportées les différentes forces sociales? Eglise, Parti, Etat, Mouvement Ouvrier en Pologne depuis 1956.

En effet il suffit de remonter à 1956 date à laquelle Gomulka, appuyé par un mouvement populaire en opposition à toute tentative d'ingérence soviétique, pour montrer que cette vision manichéenne ne résiste pas à l'examen. En 1956 les émeutes ouvrières éclatent à Poznam: les travailleurs polonais réclament une démocratie économique garantie par les conseils ouvriers, une gauche laïque antistalinienne fait son apparition dans l'intelligentsia, la menace d'intervention soviétique se fait aussitôt sentir. Gomulka apparaîtra comme l'homme du consensus de toute la nation polonaise. Un compromis historique entre l'Eglise et l'Etat, en dépit des idéologies opposées verra le jour, celui-ci est dicté par la pression soviétique et par un refus de son idéologie, le nationalisme est donc le point de convergence entre le Parti, l'Eglise et l'Etat. La gauche laïque polonaise sera déçue par ce compromis, nous pouvons citer A. Michnik, un des animateurs du K.O.R. C'est de cette époque que date le divorce entre la gauche et l'Eglise. Ce que j'appelle la gauche, c'est l'Intelligentsia qui a soutenu un temps Gomulka par antistalinisme. Cette gauche était également profondément laïque et protesta contre les compromis entre le pouvoir et l'Eglise. En 1956 les relations Etat-Eglise étaient bien meilleures que celles entre la gauche et l'Eglise.

Quant aux Conseils Ouvriers, une fois institutionnalisés ils seront vidés de leur contenu en devenant une courroie de transmission de la Nomenklatura (bureaucratie d'Etat) et du Parti.

Pendant toutes les périodes de crise sociale, l'attitude de l'Eglise sera déterminée par ce compromis entre l'Etat et la Hierarchie catholique. Loin d'être une force de déstabilisation du régime, face à un mouvement ouvrier qui se déterminera de manière autonome, en dehors de son influence et malgré le poids du catholicisme dans la société polonaise, l'Eglise jouera un rôle de pacification sociale. En 1970, puis en 1976, des grèves éclateront et connaîtront une répression féroce de la part de l'armée et de la classe dirigeante: la Nomenklatura. Le mouvement ouvrier s'organise en fonctionnant sur un mode de démocratie directe, en toute indépendance sans manipulation aucune de la part de l'Eglise ou de partis politiques clandestins (d'obédiences nationalistes ou cléricales ou même gauchistes). Dès 1976, le cardinal Waltija, futur Jean Paul II, s'illustra, face aux grèves Gdansk, par un appel au calme et à la reprise du travail. De 1976 aux grèves d'Août 1980 de Gdansk, l'idée de syndicat libre fait son chemin dans le mouvement ouvrier. Le journal "Robotnik" est l'expression de cette opposition ouvrière. Jan Litynski, un des fondateurs du journal écrira:

"Les ouvriers considèrent le syndicat comme un lieu unique où ils peuvent manifester leur initiative et décider eux-mêmes de tout."

Nous connaissons la portée des grèves d'Août 1980 et leurs conséquences immédiates, la naissance de "Solidarnosc". Notons au passage un événement marquant: l'appel à la reprise du travail du Cardinal Wyszynsky le 27 Août 1980, en pleine grève des chantiers de la Baltique. Deux tendances vont alors apparaître au sein de Solidarnosc: une tendance qui, par le biais de Walesa, sert de marchepied à l'Eglise dans le but de la négociation d'un compromis semblable à celui de 1956 entre l'Eglise et l'Etat, et enfin les fameux extrémistes partisans de la grève active et la Grève générale. Ce n'est pas un hasard si plus tard Jarulevsky traitera ces extrémistes "d'anarchistes" et de "trotskystes" liés à leurs homologues étrangers, il est vrai que

bien des aspects de la pratique des luttes ouvrières polonaises se sont situées sur une ligne nettement syndicalistes révolutionnaire, (on doit donner à ce vocable le sens le plus le plus large, car il n'est la propriété d'aucune chapelle politique). A son congrès d'Août 1981, la gauche laïque au sein de "Solidarnosc" rassemble 5% des mandats pour désavouer la politique de Walesa et des experts catholique pour leur politique de compromis avec le pouvoir dans la visée d'une restauration de la nation polonaise face à l'URSS. La gauche laïque reste donc fidèle aux aspirations traditionnelles du mouvement ouvrier.

Quelle fut la position de l'Eglise face au coup d'Etat du 13 décembre? La répression qui suivit s'abattit certes sur le mouvement ouvrier, mais Jarulevsky ne toucha nullement à l'Eglise et pendant le sursaut ouvrier qui suivit le coup d'Etat se retrouve encore la haute hierarchie de l'Eglise, par la voix de Mgr Glemp, prêcher la modération. Jean Paul II il est vrai adoptera une attitude plus dure face au coup d'Etat militaire, en s'appuyant sur la direction de "Solidarnosc" dirigée par Walesa, le but demeure cependant la recherche d'un compromis entre l'Eglise et l'Etat moyennant la reconnaissance d'un syndicat moins combattif qu'avant. Ainsi, si le coup d'Etat a scellé par la force des choses une alliance entre l'Eglise et "Solidarnosc" qui se trouve ainsi protégée par celle-ci, une pression de la base, attachée à la pratique de la grève active qui pourrait, l'hypothèse se n'est pas exclue, faire voler en éclat, lors que la situation s'y prêtera, toute tentative de recherche d'un consensus entre l'Eglise et l'Etat, et une "Solidarnosc" bureaucratisée et intégrée dans le processus.

Loin d'être une force de déstabilisation, l'Eglise polonaise est une force de pacification sociale, son intérêt n'est pas dans le développement d'un mouvement ouvrier autonome, elle recherche dans "Solidarnosc" un marchepied pour conquérir sa part de pouvoir ou redéfinir un nouveau partage du pouvoir. D'autre part l'idéologie nationaliste et cléricale empêche l'épanouissement d'une conscience internationaliste qui eut sans doute permis d'établir des liens plus étroits plus solidaires, entre "Solidarnosc" et les syndicats libres qui se développent en URSS, en Roumanie, dans tout cet archipel totalitaire qu'on appelle abusivement socialiste.

A l'issue du congrès deux organisations démocratiques ont demandé à intervenir.

Pierre DEJEAN au nom de la Fédération de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen 91 a souligné qu'il se sentait en accord avec la banderolle du meeting: "Fonds publics à l'école publique laïque". Il a indiqué que la Fédération de la L.D.H sera l'initiative d'une campagne pour les libertés à l'issue de laquelle elle plantera un arbre de la liberté à Evry courant décembre.

Jean Pierre BARROIS, au nom du Bureau national de la Fédération des Cercles de Défense Laïque, a souligné les dangers que représente pour l'existence même des organisations démocratiques, la montée de l'idéologie communautaire et néo-corporatiste. La FCDL, comme d'ailleurs la LP, s'oppose à la "démocratie" d'implication qui tend à associer à la gestion de l'Etat les organisations démocratiques. Celles-ci doivent défendre la démocratie de délégation contre les tenants néo de la doctrine sociale de l'Eglise.

Dans ce département, la collaboration de la LP et de la FCDL s'est avérée fructueuse pour l'une et pour l'autre organisation. Jean Pierre BARROIS, souhaite au nom de la FCDL que cette collaboration s'approfondisse.

La Rédaction.